

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

18 avril 2012 | *Le Droit* | FRANÇOISFRANÇOISPIERREPIERREDUFAULT DUFAULT  
fpdufault@fpdufault@ledroit.ledroit.com com

# La transformation de l'école Grant débutera cet été

Le projet de Centre multiservices francophone de l'ouest d'ottawa (CMFO) commencera à prendre forme, physiquement, à compter de cet été. L'intérieur de l'ancienne école Grant sera entièrement reconstruit selon les plans du futur lieu de rassemblement des quelque 28 000 francophones qui vivent à l'ouest de l'avenue Bronson.



La première phase du CMFO, évaluée à 11,4 millions\$, est déjà financée à près de 50% grâce à des subventions du gouvernement de l'ontario et de la Ville d'ottawa. L'organisation lancera bientôt une campagne de financement pour amasser les 5,5 millions\$ qui manquent.

En premier lieu, il faudra décontaminer l'édifice patrimonial du 2720, chemin Richmond, isolé en partie avec de l'amiante. La réouverture du bâtiment est prévue à l'automne 2013.

Carrefour francophone

« Il y a 28000 francophones dans l'ouest d'ottawa. Il s'agit en grande partie d'une population immigrante qui est à la recherche de services en français. Nous avons besoin d'un lieu physique où offrir ces services », affirme Roger Farley, le président du CMFO.

Le CMFO abritera d'abord ses trois organismes fondateurs : la Coopérative Ami Jeunesse, le Centre communautaire FrancOuest et le Centre soleil d'ottawaOuest. La Cité collégiale s'est aussi greffée à cette première phase, avec l'intention d'établir un centre de formation satellite et une garderie éducative.

« Nous avons besoin d'un pied à terre dans l'ouest de la ville pour rejoindre la clientèle francophone qui s'y trouve », estime la présidente du collège, Lise Bourgeois.

Une fois la première phase complétée, l'équipe du CMFO songe à se doter de 128 lits de soins de longue durée et de 72 unités de logements abordables. Ces dernières seraient administrées selon le

modèle coopératif. L'école Grant serait alors agrandie par l'arrière.

Le projet de CMFO germe depuis près de 10 ans.

Sa concrétisation ramènera l'école Grant à sa vocation première. L'édifice patrimonial a aussi servi de salle communautaire, dans les années 1920. La Ville d'Ottawa l'a acheté de l'Ottawa-Carleton District School Board en 2008. Le CMFO a signé à son tour une promesse d'achat en 2011, quelques mois après que le conseil municipal eut accepté de lui céder le site pour la somme de 2 millions\$.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

18 avril 2012 | *Le Droit* | QUÉBEC — *La Presse*

# DE GRANDS MOYENS POUR CONDAMNER LA VIOLENCE DANS LE DÉBAT ÉTUDIANT

Québec a utilisé un outil parlementaire exceptionnel, hier, pour condamner la violence et l'intimidation dans le débat sur la hausse des droits de scolarité. Le ministre Robert Dutil a en effet prononcé une déclaration ministérielle – chose rare – pour demander « aux membres de l'assemblée nationale et à tous les leaders de notre société » de condamner « sans réserve » ces gestes. Pour la chef péquiste Pauline Marois, « l'usage de toute forme de violence [...] est condamnable ». Elle a toutefois ajouté que « le premier ministre a manqué à sa première responsabilité, celle de préserver la paix sociale ». Le député de Québec solidaire, Amir Khadir, a quant à lui critiqué la manoeuvre « hypocrite » du gouvernement Charest. de la fiscalité au ministère des Affaires municipales, Bernard Guay, a été sanctionné. M. Guay, qualifié par certains collègues d'iconoclaste et de pince-sans-rire, a récemment envoyé une charge anti-étudiante au quotidien *Le Soleil*. Il y suggère aux Québécois de s'inspirer des « mouvements fascistes » qui ont maté les « gauchistes » en leur rendant « leur propre médecine ». La lettre a depuis été retirée du site.

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

Article suivant

18 avril 2012 | Le Droit | LOUIS-DENIS EBACHER ldebacher@ledroit.com

# EXPULSÉE DE FORCE

**Un professeur qui a pris position en faveur des étudiants a été arrêté pour entrave au travail des policiers alors qu'une autre a été expulsée de l'établissement. Selon le recteur, l'intervention policière était nécessaire afin de faire respecter l'injonc**

Judith Émery-bruneau prévoyait livrer son cours, hier après-midi, à l'université du Québec en Outaouais (UQO). Elle a plutôt été expulsée manu militari par les policiers.



Il était 12 h 50 lorsque la professeure passait dans le corridor de son département, près de policiers qui effectuaient une surveillance à l'intérieur. Dehors, une centaine d'étudiants protestaient bruyamment contre l'injonction de la Cour supérieure, la hausse des frais de scolarité, l'attitude du gouvernement et des agents de police.

« Je me trouvais dans le corridor, en train de filmer ce qui se passait tout en me rendant à mon bureau. J'ai aperçu des policiers. Ils ne m'ont pas demandé d'arrêter de filmer, mais l'un d'eux m'a pointée du doigt et a dit : 'Elle, on la sort.' Je leur ai répondu que je ne pouvais pas sortir parce que j'avais un cours à 16 h 30, que je devais le préparer, question de respecter l'injonction. »

Son cours portant sur la lecture littéraire au secondaire n'a jamais eu lieu.

La police affirme que la professeure a reçu deux avertissements – un de L'UQO et l'autre de la police – avant d'être expulsée.

Sans commenter cet incident précis, le recteur Jean Vaillancourt a dit avoir été mis au courant de quelques gestes de professeurs appuyant les grévistes. « Il y aura des mesures disciplinaires, si c'est le

cas, contre les enseignants qui n'ont pas respecté l'injonction. Sinon, en dehors des heures de cours, c'est leur temps et ils ont le droit de faire ce qu'ils veulent. »

Une autre expulsion ?

Toujours selon Mme ÉmeryBruneau, une conseillère du Département des sciences de l'éducation, Stéphanie Demers, « a été happée avant qu'un policier lui twist le bras ». Ce qu'elle qualifie de méfait s'est produit en début de journée, alors que des étudiants présentant leurs cartes pouvaient entrer dans L'UQO. Les deux femmes n'ont pas été accusées, contrairement au professeur Thibault Martin, contre lequel on a déposé un chef d'entrave au travail des policiers.

L'arrestation du professeur Martin Thibault s'est déroulée sous les yeux du secrétaire général de L'UQO, Luc Maurice, et d'une vingtaine de policiers, selon Mme Émery-bruneau.



Pour Francine St- Clair, du syndicat des professeurs, « ce n'est pas la peur des étudiants, c'est la peur des policiers qui est ressentie chez nos collègues ». Certains d'entre eux ont relié l'inaccessibilité du lieu public à une mesure digne d'un gouvernement fasciste.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article suivant

[Article précédent](#)[Article suivant](#)*18 avril 2012 | Le Droit | Ledroit*

# GRÈVE DE LA FAIM À L'UQO

Brandon Bolduc, étudiant en science humaine au Cégep de l'outaouais, et Andréanne Renaud, étudiante en sciences sociales à L'UQO, devaient prendre les grands moyens, tard hier soir, pour manifester leur mécontentement. Vers 23h50, les étudiants devaient entamer une grève de la faim symbolique de 48 heures, devant l'université. Les deux manifestants espèrent que L'UQO annule la reprise des cours décrétée par l'injonction de vendredi dernier. Ils demandent également l'amnistie pour les professeurs et étudiants interpellés hier.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)[Article suivant](#)

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

18 avril 2012 | *Le Droit* | — le recteur Jean Vaillancourt Louis-denis Ebacher, *Ledroit*

# « C'est une situation qui doit inquiéter les gens »

C'est un recteur « ému » qui a fait le bilan des dernières journées mouvementées à l'université du Québec en Outaouais (UQO), hier.



ETIENNE RANGER, *Ledroit*

**La tournure de la crise inquiète Jean Vaillancourt. « L'expérience [d'hier] à L'UQO en est une qui touche les limites de ce qui est permis de faire pour une université dans un contexte judiciaire », croit-il.**

---

Le recteur Jean Vaillancourt a parlé d'une « situation profondément difficile » lorsqu'il a abordé l'intervention policière à l'intérieur et à l'extérieur de l'université, afin de faire respecter l'injonction de la Cour supérieure forçant la reprise des classes.

« Le campus universitaire a été investi à ma demande, afin de permettre à l'établissement de faire respecter la loi », a-t-il expliqué, après une très courte nuit.

« Pendant la nuit, j'ai dû faire accroître le nombre d'agents de sécurité à toutes les portes, et malgré ces efforts, j'ai constaté tôt ce matin que des étudiants et des professeurs ne respectaient pas la lettre de l'injonction. »

L'UQO s'avoue prise entre l'arbre et l'écorce. Entre les étudiants grévistes et la justice qui ordonne la reprise des cours. « Malheureusement, il y a eu de l'obstruction et les forces ont dû intervenir. »

Cette « décision extrêmement douloureuse à prendre » aura un impact profond sur l'avenir du système universitaire québécois, se désole M. Vaillancourt. « C'est une situation qui doit inquiéter les gens, a-t-il laissé tomber. C'est inquiétant, dans un contexte où L'UQO est contrainte par la loi et qu'il y a des établissements dix fois plus gros qui peuvent être atteints par une par injonction en 24 heures. Il y a une réflexion à faire chez le législateur. »

« L'expérience [d'hier] à L'UQO en est une qui touche les limites de ce qui est permis de faire pour une université dans un contexte judiciairisé comme le nôtre. C'est une première au Québec depuis le début du mouvement. »

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)



**TÉMOINS D'UN ÉVÉNEMENT**  
 ▶ VOUS AVEZ DES NOUVELLES, DES PHOTOS D'ACTUALITÉ ?  
 613-562-0333  
 nouvelles@ledroit.com

**MÉTÉO** en détails PAGE 47

 Ensoleillé.  
**Max. 12 Min. 1**

**NOUS JOINDRE**  
 Renseignements généraux: 613-562-0111

Rédaction  
 nouvelles@ledroit.com 613-562-0333

Abonnements et livraison du journal  
 tirage@ledroit.com 613-562-0555  
 www.cyberpresse.ca/abonnement 1 800-267-6961

Lundi au vendredi: 6 h — 16h30  
 Samedi: 7 h — 12 h

Publicité  
 (annonces commerciales) 613-562-7747  
 Lundi au vendredi: 8h30 à 16h30

Petites annonces  
 petitesannonces@ledroit.com 613-562-0222  
 necrologie@ledroit.com 1 800-267-9555

Lundi au jeudi: 8 h — 19 h  
 Vendredi: 8 h — 17 h 30  
 Samedi: 8 h — 12 h

Le quotidien LeDroit est publié et édité par LeDroit, une division de 3834310 Canada Inc dont le siège social est sis au 47 rue Clarence Bureau 222 à Ottawa, Ontario, K1G 3J9. LeDroit est imprimé à Gatineau par la compagnie Qualimax, propriété de Transcontinental.



**Sur le web** ▶

**ledroit.ca**

▶ **QUESTION DU JOUR**

Selon vous, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, doit-elle négocier avec les représentants étudiants?  
**Oui - 48% Non - 52%**

**814 votes**

Actes de vandalisme et grève étudiante

# La CLASSE maintient sa position

ÉMILIE BILODEAU  
 La Presse

MONTREAL — La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) refuse toujours de condamner le vandalisme, ce qui constitue la clé pour obtenir une place à la table de discussion entre la ministre de l'Éducation et les étudiants et cégépiens. Les porte-parole de l'organisation semblent d'ailleurs loin d'être sûrs qu'ils vont obtenir un mandat de leurs membres en ce sens.

Jeanne Reynolds, co-porte-parole de la CLASSE, affirme que le débat sur les actes de violence a déjà été tenu dans les assemblées générales. «Les débats sont complexes et très compliqués. C'est difficile pour les étudiants de dire qu'ils condamnent ces gestes de violence. Pour eux, il y a d'autres gestes qui sont plus violents, a-t-elle dit hier en conférence de presse. On nous demande de dénoncer des actes de vandalisme, mais la ministre n'est pas capable de condamner la brutalité policière qui a fait perdre un œil à un étudiant.»

Le caucus de la CLASSE prévu samedi ne sera d'ailleurs pas devancé pour tenter de dénouer le conflit qui oppose les étudiants au gouvernement.

M<sup>me</sup> Reynolds a rappelé que les fédérations étudiantes collégiale et universitaire n'ont pas dénoncé les actes de violence et ont tout de même été invitées à participer à une discussion avec la ministre Line Beauchamp. La CLASSE déplore être la seule des



Jeanne Reynolds, co-porte-parole de la CLASSE, a rappelé que la FECQ et la FEUQ n'ont pas dénoncé les actes de violence et ont tout de même été invitées à discuter.

trois organisations étudiantes à devoir dénoncer le vandalisme. «Clairement, le gouvernement essaie de nous diviser pour mieux régner», a dit M<sup>me</sup> Reynolds qui demande à la ministre d'inclure la CLASSE, qui représente 50% des grévistes.

**Des appuis importants**

Par ailleurs, la CLASSE a obtenu l'appui d'un groupe d'avocats, de juristes et de professeurs, hier. Parmi eux, un avocat de la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec a dénoncé la tentative du gouvernement d'isoler le groupe. «Dans une démocratie représentative, le gouvernement est

considérait être garant de la paix sociale. Là, le gouvernement ne remplit pas ses responsabilités», a dit Jonathan Leblanc.

La Ligue des droits et libertés a également apporté son soutien à l'organisation étudiante. «L'attitude autoritaire et paternaliste du gouvernement crée un climat malsain en refusant obstinément de parler avec les étudiants et en demandant aux cégeps et universités de retourner en classe malgré les votes de grève», a déclaré M<sup>me</sup> Lucie Lemonde.

Les avocats, juristes et professeurs ont signé une lettre pour dénoncer la judiciarisation de la grève étudiante et «le recours aux tribunaux qui porte atteinte aux droits d'association et d'expression».

▶ **EN BREF**

**DE GRANDS MOYENS POUR CONDAMNER LA VIOLENCE DANS LE DÉBAT ÉTUDIANT**

QUÉBEC — Québec a utilisé un outil parlementaire exceptionnel, hier, pour condamner la violence et l'intimidation dans le débat sur la hausse des droits de scolarité. Le ministre Robert Dutil a en effet prononcé une déclaration ministérielle — chose rare — pour demander «aux membres de l'Assemblée nationale et à tous les leaders de notre société» de condamner «sans réserve» ces gestes. Pour la chef péquiste Pauline Marois, «l'usage de toute forme de violence [...] est condamnable». Elle a toutefois ajouté que «le premier ministre a manqué à sa première responsabilité, celle de préserver la paix sociale». Le député de Québec solidaire, Amir Khadir, a quant à lui critiqué la manœuvre «hypocrite» du gouvernement Charest.

**UN HAUT FONCTIONNAIRE SANCTIONNÉ POUR DES PROPOS FASCISTES**

QUÉBEC — Pour avoir écrit qu'il faudrait s'inspirer des fascistes pour mater le mouvement étudiant, le directeur général

de la fiscalité au ministère des Affaires municipales, Bernard Guay, a été sanctionné. M. Guay, qualifié par certains collègues d'iconoclaste et de pince-sans-rire, a récemment envoyé une charge anti-étudiante au quotidien *Le Soleil*. Il y suggère aux Québécois de s'inspirer des «mouvements fascistes» qui ont maté les «gauchistes» en leur rendant «leur propre médecine». La lettre a depuis été retirée du site.

La Presse

**GRÈVE DE LA FAIM À L'UQO**

Brandon Bolduc, étudiant en science humaine au Cégep de l'Outaouais, et Andréanne Renaud, étudiante en sciences sociales à l'UQO, devaient prendre les grands moyens, tard hier soir, pour manifester leur mécontentement. Vers 23 h 50, les étudiants devaient entamer une grève de la faim symbolique de 48 heures, devant l'université. Les deux manifestants espèrent que l'UQO annule la reprise des cours décrétée par l'injonction de vendredi dernier. Ils demandent également l'amnistie pour les professeurs et étudiants interpellés hier.

LeDroit

LEDROIT, LE MERCREDI 18 AVRIL 2012

Sous la présidence d'honneur de **Mme Isabelle Boivin**

**Marche pour l'autisme**  
 10<sup>e</sup> édition  
 Au profit des camps d'été

**Le samedi 28 avril 2012**  
 de 9 h 30 à 12 h 30  
 à l'école secondaire de l'île

Animation, mascottes, structures gonflables, plusieurs prix à gagner, spectacle gumboots, etc.

Infos, formulaires ou dons en ligne au **www.traidunionoutaouais.com**  
 ou 819 595-1290, poste 23 ou 

     **LeDroit**  **INFO07-**

[Article précédent](#)[Article suivant](#)

18 avril 2012 | Le Droit | LOUIS-DENIS EBACHER [ldebacher@ledroit.com](mailto:ldebacher@ledroit.com) Avec Jean-françois Dugas

# Nouvelle journée tendue à L'UQO

## Un professeur arrêté, une autre expulsée ; des élèves interdits d'accès

Un professeur de l'université du Québec en Outaouais (UQO) a été arrêté hier, à la deuxième journée du retour en classe forcé par une injonction de la Cour supérieure.



ETIENNE RANGER, Ledroit

**Après l'arrestation du professeur Martin, ainsi que l'expulsion d'étudiants et d'au moins une enseignante, les manifestants se sont dressés devant les policiers, bloquant une partie du boulevard Alexandre-taché.**

---

Le professeur Thibault Martin, qui a pris position en faveur de la suspension des cours au nom de son syndicat, lundi dernier, a été arrêté dans un couloir de L'UQO vers 10h30. Selon une collègue, aussi expulsée un peu plus tard (autre texte), le professeur Martin se trouvait au troisième étage de l'université lorsque les faits se sont produits. « M. Martin voulait se rendre à son bureau de façon très pacifique pour aller travailler et respecter l'injonction l'obligeant à donner son cours. Les policiers l'ont rapidement arrêté. Ils l'ont plaqué au sol, l'ont menotté et l'ont ramené. »

Le syndicat des professeurs a fourni un avocat à son membre. Thibault Martin est un professeur

bien connu du Département des sciences sociales.

L'agent Pierre Lanthier, de la police de Gatineau, a confirmé l'arrestation pour entrave au travail des policiers. « Il se serait interposé après deux avertissements : le premier venant L'UQO, le deuxième d'un de nos agents. » La police n'a pas émis plus de détails sur l'incident. Toujours selon la police, des étudiants sont entrés à l'intérieur en début de journée et ont circulé dans l'établissement en guise de protestation contre l'injonction. En entrevue avec Ledroit, le recteur Jean Vaillancourt a commenté l'arrestation du professeur Martin. « C'est un professeur que je connais bien, que j'affectionne. Ça me désole que le corps policier ait dû agir de manière à faire respecter l'injonction. L'intervention était nécessaire à mes yeux. »

Par ailleurs, la cinquantaine d'étudiants derrière l'injonction ont envoyé une mise en demeure – un « petit rappel » – au syndicat des professeurs de L'UQO en fin d'après-midi hier. L'objectif premier était de les avertir qu'un refus d'enseigner pourrait mener à un outrage au tribunal.

« En fait c'est une mise en demeure très simple pour apporter un point de clarification. Ce n'est pas dramatique, soutient Ugo de Montigny, un porte-parole de ces étudiants. Ce n'est pas un avertissement, mais plutôt un petit rappel que leurs actes pourraient avoir des conséquences graves. Nous n'avons pas envie que nos professeurs aient des contraventions. »

Colère chez les grévistes

L'arrestation du professeur Martin, ainsi que l'expulsion de quelques étudiants et d'au moins une enseignante, a mis le feu aux poudres chez les grévistes. Ils se sont rassemblés derrière L'UQO, où se trouve la seule porte franchissable pour le personnel et les étudiants désirant assister à leurs cours.

Scandant slogans anti-policiers et anti-injonction, la centaine de manifestants se sont dressés devant les policiers, bloquant une partie du boulevard Alexandre-Taché ou frappant dans les fenêtres d'une des entrées principales, derrière lesquelles des dizaines d'agents de sécurité privés et policiers de Gatineau veillaient au grain.

Une marche improvisée d'une trentaine de minutes sur le boulevard Alexandre-taché, en début de journée, s'est déroulée pacifiquement.

Allégations de profilage

En théorie, seuls les étudiants présentant leur carte de l'université avaient accès au pavillon pour assister à leurs cours. Mais des étudiants comme Philippe L'écuyer, inscrit en relations industrielles, et Salomé, en travail social, se sont plaints de ne pas pouvoir entrer dans leur pavillon malgré tout. « Je voulais entrer ici, par l'entrée principale, et ça ne fonctionne pas. Les policiers me demandent si c'est pour aller à mes cours. À une autre entrée, un agent de sécurité qui connaît mes opinions ne m'a pas laissé entrer. Ils font du profilage. Je n'ai même pas de signe distinctif. Ils ne m'ont donné aucune raison. »

« Je voulais seulement faire acte de présence à mon cours et quitter ensuite pour montrer mon désaccord, lance M. L'écuyer. Je n'aurais pas dérangé les gens pour respecter l'injonction. C'est juste parce que j'ai un carré rouge sur moi... »

À leur sortie des cours, des étudiants ont été invectivés par des grévistes scandant « Je, me, moi » en leur direction. Un étudiant contre la grève, Alex, est sorti du pavillon après avoir assisté à son cours. Il a gardé le sourire même s'il entendait les autres le persifler. « Je m'en fous totalement (de la réaction des grévistes). Ça, c'est de l'intimidation. 'Je, me, moi', ça peut se voir des deux bords. »

En toute fin d'après-midi, des policiers ont passé le mot des dirigeants de L'UQO, demandant aux manifestants de quitter les lieux sous peine d'être considérés comme des intrus et d'être arrêtés. Le groupe s'est levé et a pris la rue sous l'oeil attentif de l'escouade anti-émeute. La marche s'est dissipée peu à peu par la suite.



Le pavillon Lucien-brault n'a pas été touché par le mouvement étudiant. Tous les cours prévus y ont été dispensés, alors que sept autres activités d'enseignement sur les 21 prévus en matinée n'auraient pas eu lieu.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)[Article suivant](#)*18 avril 2012 | Le Droit | DENIS GRATTON dgratton@ledroit.com 613-562-7531*

# La méditation

Ma blonde est bien en peine. En lisant Ledroit d'hier, elle a appris que le centre d'ermitage Champboisé, au nord de Buckingham, a été vendu à la municipalité de L'ange-gardien et qu'il cessera ses activités d'ici 10 ans.

Manon fréquente régulièrement ce centre. Bon... régulièrement est un bien grand mot. Disons qu'elle y séjourne à peu près une fois aux deux ans. Et elle adore l'endroit.

Moi, je n'y ai jamais séjourné. Pas pour moi, ce lieu. D'ailleurs, voici comment la conversation s'est déroulée quand Manon m'a invité à Champboisé la toute première fois, il y a environ 17 ans :

« Ça te tente de venir passer le week-end avec moi à Champboisé, Denis ? — À quoi ? — À Champboisé. C'est un centre d'ermitage tout près de Buckingham. On y loue une quinzaine de maisonnettes et c'est l'endroit le plus paisible au monde. — Un centre d'ermitage, dis-tu ? — Oui. Ou un centre de ressourcement, si tu préfères. Ou encore un lieu de méditation. Appelle-le comme tu veux, c'est la sainte paix.

— Donc si je comprends bien Manon, c'est un lieu de rencontre avec soi-même, comme diraient les gourous des rencontres avec soi-même. — C'est en plein ça Denis. — Alors non merci. Je vais passer. — Mais pourquoi ? — Parce que ça me semble plutôt ennuyant comme week-end. Je trouverais le temps long si je devais passer la fin de semaine avec moi. Me semble qu'on aurait pas grand-chose à se dire, moi et moi.

— Idiot. Viens donc. Ça te ferait du bien.

— Y aurait-il au moins une télévision dans notre maisonnette ? Parce qu'il y a une bonne « game » de hockey samedi soir.

— Non Denis. Il n'y pas de télévision. Et pas de radio non plus.

(Et il n'y avait pas d'internet au bout des doigts à l'époque, donc pas d'ordinateur non plus).

— Alors on retrouve quoi dans notre maisonnette ?

— D'abord Denis, ce ne serait pas notre maisonnette, mais bien nos maisonnettes. C'est une personne par cabine. C'est le règlement afin que l'endroit reste silencieux. Et dans la majorité de ces maisonnettes, il n'y a pas d'eau courante, pas d'électricité, mais on y retrouve un petit poêle à bois, une petite cuisinière à gaz, une lampe au propane et un lit simple.

— Un Hilton, quoi. Aurait-on au moins le droit de se visiter durant le week-end, Manon ?

— Oui. Mais de courtes visites et pourvu qu'on garde le silence.

— Donc on ne se verrait pratiquement pas de la fin de semaine et on ne se parlerait presque pas non plus. C'est ça ? — C'est ça. — Alors répète-moi Manon pourquoi tu veux que je t'accompagne ?

— Parce que ça te ferait du bien. Penses-y Denis. Deux jours seul. Deux jours à observer la nature, à méditer, à prendre des marches en forêt, à faire de la lecture, à respirer l'air frais, à revoir tes priorités, à te ressourcer. Deux jours pour toi. Juste pour toi.

— Une visite dans mon moi-même, quoi. Non merci. J'aurais presque peur d'y trouver quelque chose. Et en passant, Manon, on mange quoi à Champboisé ?

— Il y a un pavillon où tu vas chercher ta nourriture. Il y a des fruits, des légumes, des céréales, du pain, tout ce qu'il te faut.

— A-t-on le droit de se faire livrer une pizza ? Parce que je retrouve souvent mon moi-même dans une pizza. Donne-moi une pizza et une partie de hockey et je vais être ressourcé pour un maudit bon bout de temps.

— Ah puis laisse donc faire ! Je vais y aller seule.

— Mais tu ne seras pas seule Manon, tu seras avec toi-même. — Idiot. — Mais si ça peut te faire plaisir, je peux aller te conduire et te chercher dimanche après-midi. — Merci. » Manon est allée seule à Champboisé. Je suis allé la conduire, comme promis. Et j'y suis retourné le dimanche pour la chercher. J'ai garé la voiture dans le terrain de stationnement. À la réception, on m'a donné le droit de me rendre à pied à la cabine de Manon. Mais en promettant de garder le silence...

En m'approchant de sa maisonnette, je l'ai vue assise devant la porte de sa cabine, les jambes croisées et sa main droite tendue vers le ciel. Mais que fait-elle ? me suis-je demandé. Est-ce du yoga ? Du tai-chi ? Je ne sais trop mais elle semble si heureuse et reposée.

Et au moment où j'allais la saluer, une mésange est venue se poser dans sa main. Il a saisi de son

bec une graine de tournesol, il a semblé remercier Manon, puis il s'est envolé. Puis une autre mésange est venue se poser à son tour pour manger. Puis une autre. Et une autre encore. Manon souriait. En deux jours, elle avait tissé des liens d'amitié avec les oiseaux.



Je me suis surpris à l'envier. Et à méditer.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

Wednesday  
April 18  
2012

VHDUFK

DXWRV##

KRP HV##

FCDVVIHIGV##

FDUHHUV##

REIWKDUIHV##

**THIS YEAR YOU  
COULD BE RICHER!**

[belairdirect.com](http://belairdirect.com)

- Ottawa & Region
- Ontario
- Canada
- World
- Weird
- Your News
- Archives

QHZ V#RWDZ D# #JHJIRQ##

 **APRIL 21 and 22** • Sat & Sun • 11am to 5pm  
CE Centre 4899 Uplands Dr • **ADMISSION FREE** • [www.OttawaWeddingShow.com](http://www.OttawaWeddingShow.com)

P gg#juxog#xog#b#uroyhz\$M#  
ijkw##



BY SUSAN SHERRING ,OTTAWA SUN

FIRST POSTED: TUESDAY, APRIL 17, 2012 10:28 PM EDT | UPDATED: TUESDAY, APRIL 17, 2012 11:47 PM EDT



Broadview Ave. Public School in Ottawa. (Google Streetview image)

KRP H

Report an error

Showing 1 result

- Broadview battle bad news
- Trustee refuses to resign over Broadview decision
- Health officials probe Broadview School
- Board agrees to rebuild Broadview
- Parents vent anger over run-down school

Showing 1 result

- Schools, Education

It looks like a behind-the-scenes compromise has been found that might end the all-out battle at the Ottawa-Carleton District School Board.

On Tuesday, Cumberland Coun. Steve Blais headed up a group, including Barrhaven school trustee Donna Blackburn, to find some middle ground in a war of words and principles.

The fight began when Zone 3 trustee Blackburn decided it was important to bump up Broadview school on the list of priorities for rebuilds, instead of simply approving the staff's recommendations, which said it should get money for repair.

The move means slated projects in the suburban areas wouldn't get the funding they believed was coming their way in the time frame they'd expected.

Blackburn was the only suburban councillor to vote with her urban counterparts.

Had she voted against it, the motion would have failed.

Enter the fireworks in the form of Nepean-Carleton MPP Lisa MacLeod and Barrhaven Coun. Jan Harder.

Perhaps no other two politicians, working in tandem, can create such a stir.

They called for Blackburn to reconsider her vote or resign.

Then, all hell broke loose, with the pair receiving some really over-the-top negative hyperbole.

Well, to all the naysayers out there who felt it necessary to call the duo all sorts of names — they've proven their worth.

No one can possibly believe this issue would have received the attention it deserved if the pair hadn't done their oft-practised bulls-in-a-china shop routine.

Yes, they've ensured that a compromise was reached and a crisis averted.

But far more importantly, for those interested in actually trying to understand the situation, they've raised the issue in the public domain.

Sure, there isn't enough money to solve all of the board's accommodation woes, but simply block voting and pitting the suburbs against the urbanites isn't the solution.

Needs have to come first.

Yes, Broadview needs help.

But according to board staff, it's nowhere near the top of a priority list.

So putting it at the top of that list hurts those that need funding the most, and penalizing the chances for new schools in the suburban neighbourhoods doesn't make sense.

Harder and MacLeod should sleep well tonight.

So what has happened over the past couple of days?

According to an e-mail obtained by the Sun, sent by school trustee John Shea, negotiations have been going on for a couple of days.

"All the councillors involved in the discussions agreed that the impasse was not good for anyone. Through those discussions, (Cumberland Coun.) Steve Blais called (Premier Dalton McGuinty's assistant) John Fraser from the premier's office to see what the province was willing to be lenient on in order for the board to find a solution that would satisfy everyone," Shea wrote.

On Tuesday, Blais held a meeting which included Blackburn and Fraser.

"At the meeting, Donna acknowledged that she was not going to budge from her position and that the way things stood, Broadview would be re-added to the Capital Priorities list on April 30," Shea wrote.

A compromise has been reached, and while it still needs further approval, the MacLeod/Harder team get much of what they wanted, and Blackburn gets to save face.

"An internal capital priority list (will) be created to address school replacement and major retrofits for school buildings within the Greenbelt," the memo reads.

It also suggests funding for Broadview be "used to make urgent renovations as well as conduct necessary review and analysis to replace the school."

Perhaps most important, it calls on the board to "declare 440 Albert St. (Ottawa Technical High School) surplus to the needs of the district and begin the necessary process to sell it at fair market value." It states that those funds be used to address needs on the capital priority list within the Greenbelt.

Both MacLeod and Harder said they're cautiously optimistic.

**SRQO#**  
 Gr#rx#jnh#Eudgyhz#Ercr#kxog#p s#r#k#urq# #k#xog#j#x#h#B  
 **Yes**  
 **No**  
 YRWH


---

[View Results](#)

and our netiquette rules.

VSRQVRUHG#DIQNV#

**Ottawa Valley  
Tours**  
 Sightseeing, Theatre,  
 Southern Getaways,  
 Casino and Daily Tours  
 Click For Your Vacation





[Previous Story](#)

[Next Story](#)

Article rank | 18 Apr 2012 | Ottawa Citizen | DAVID REEVELY AND MATTHEW PEARSON

# Plan emerges to rebuild Broadview school

## Compromise proposal hinges on sale of old technical high school

Two trustees on opposite sides of the fight over rebuilding Broadview Avenue Public School have agreed on a compromise that hinges on selling the old Ottawa Technical High School and using the money to fix aging downtown schools.



**Trustees John Shea and Donna Blackburn have suggested selling the Ottawa Technical High School building, with the proceeds going into a fund dedicated to repairing and rebuilding schools inside the Greenbelt.**

The deal, struck by east-side trustee John Shea and southside trustee Donna Blackburn, still needs the approval of five more of the Ottawa-carleton District School Board's trustees, but the two say they're confident they can convince their colleagues to go for it.

"I think this is for the greater good of Ottawa," said Shea. "No one is winning right now."

Blackburn broke with her suburban colleagues last week when she voted to put Broadview, a Westboro primary school, on the board's priority list for major projects funded by the province. Since then, her life has been made difficult: she's been targeted by Councillor Jan Harder and MPP Lisa Macleod for, in their view, betraying her community by elevating repairs to a downtown school over building new ones in the fastgrowing suburbs.

"I think this will go a long way to stop the pitting of urban versus suburban trustees," Blackburn said.

The two met in the office of Cumberland Councillor Stephen Blais, a former Catholic school board

trustee who represented the same territory Shea does on the public board. Blais and Blackburn have a longstanding relationship, Blais said, that helped him bring the two trustees together. And he has his own political interests in getting a new school built in Orléans' Avalon community as soon as possible.

The motion the two trustees plan to bring to the school board's business services committee has several parts, but the key is selling the technical high-school property, located on two city blocks in Centretown, as soon as is reasonably possible. The building is now used for offices and a handful of programs, but isn't a fully functioning school. It's one of the board's biggest assets, worth "millions and millions," according to Shea.

A 2008 assessment of the land put its value at \$10.2 million, according to the Municipal Property Assessment Corporation. That assessment assumes the technical high school stays. If the land were rezoned for condominiums or office towers — already in the city's long-term plan for the site — it would be worth many times as much.

The sale proceeds would go into a fund dedicated to repairing and rebuilding schools inside the Greenbelt.

"It's an asset that's the result of investment from communities inside the Greenbelt, so it makes sense that communities within the Greenbelt continue to benefit from that investment," Shea said.

Broadview, meanwhile, would temporarily come off the priority list for major projects.

Part of Blackburn's reasoning for voting in favour of a major reconstruction there was that it doesn't make sense to keep throwing money at small repairs when the building is plainly near the end of its life. Under the compromise, the school board would fund only the most desperately needed repairs for the next few years and put the rest of the money it would have spent sustaining the current building into "necessary reviews and analysis to replace the school."

That's aimed at addressing the fiercest criticism of Blackburn's vote, which holds that since the board doesn't have detailed plans in hand for the project, there's no point in making it a priority.

Neither Shea nor Blackburn had yet approached other trustees about the compromise, they both said Tuesday afternoon, but intended to do it imminently.

When contacted by the Citizen,

BRUNO SCHLUMBERGER, THE OTTAWA CITIZEN trustees had mixed feelings about the details of the plan, but were generally encouraged by its spirit.

"I've been encouraging my colleagues to look outside the box on managing our capital funding challenges for some time, and this is a step in the right direction," said Mark Fisher, another south-side trustee.

Still, Fisher said he would go a step further and suggested that the motion needs to lead to the creation of a multi-year asset management plan before decisions are made about what OCDSB assets should be built, sold or redeveloped.

Katie Holtzhauser, who chairs the business services committee — which will deal with the motion at its April 30 meeting — said she was "encouraged" by Blackburn and Shea's plan.

"I think it's very positive that two trustees have come together to try to find a workable solution to a problem that has been stumping us as a board," she said.

Pam Fitzgerald, who spoke passionately in favour of rebuilding Broadview at a board meeting last week, said attempts to sell the downtown building are not new. "This is a bit of wishful thinking," she said.

The question, according to her, has always been whether there is a buyer prepared to pay for the land. "I would love to make something like this happen, but I just don't know if it's feasible."

Fitzgerald added that she appreciates Blackburn and Shea's efforts to create a pot of money specifically designed to fix up aging schools inside the Greenbelt.

Kanata trustee Cathy Curry called the motion an "interesting idea," but said she'd like to think about it more and wait for the actual motion to come forward to the committee before commenting further.

Neither Jennifer McKenzie, whose Kitchissippi zone includes Broadview, nor the leaders of the Build Broadview campaign were ready to comment on the motion Tuesday.

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

Article rank | 18 Apr 2012 | Ottawa Citizen  
[dreevely@ottawacitizen.com](mailto:dreevely@ottawacitizen.com) [ottawacitizen.com/greaterottawa](http://ottawacitizen.com/greaterottawa) [mpearson@ottawacitizen.com](mailto:mpearson@ottawacitizen.com)  
[twitter.com/mpearson78](https://twitter.com/mpearson78)

# Plan: Trustees' initial reactions mixed

Blais and Blackburn have a longstanding relationship, Blais said, that helped him bring the two trustees together. And he has his own political interests in getting a new school built in Orléans' Avalon community as soon as possible.



**Trustees John Shea and Donna Blackburn have suggested selling the Ottawa Technical High School building, with the proceeds going into a fund dedicated to repairing and rebuilding schools inside the Greenbelt.**

The motion the two trustees plan to bring to the school board's business services committee has several parts, but the key is selling the technical high-school property, located on two city blocks in Centretown, as soon as is reasonably possible. The building is now used for offices and a handful of programs, but isn't a fully functioning school. It's one of the board's biggest assets, worth "millions and millions," according to Shea.

A 2008 assessment of the land put its value at \$10.2 million, according to the Municipal Property Assessment Corporation. That assessment assumes the technical high school stays. If the land were rezoned for condominiums or office towers — already in the city's long-term plan for the site — it would be worth many times as much.

The sale proceeds would go into a fund dedicated to repairing and rebuilding schools inside the Greenbelt.

"It's an asset that's the result of investment from communities inside the Greenbelt, so it makes sense that communities within the Greenbelt continue to benefit from that investment," Shea said.

Broadview, meanwhile, would temporarily come off the priority list for major projects.

Part of Blackburn's reasoning for voting in favour of a major reconstruction there was that it doesn't make sense to keep throwing money at small repairs when the building is plainly near the end of its life. Under the compromise, the school board would fund only the most desperately needed repairs for the next few years and put the rest of the money it would have spent sustaining the current building into "necessary reviews and analysis to replace the school."

That's aimed at addressing the fiercest criticism of Blackburn's vote, which holds that since the board doesn't have detailed plans in hand for the project, there's no point in making it a priority.

Neither Shea nor Blackburn had yet approached other trustees about the compromise, they both said Tuesday afternoon, but intended to do it imminently.

When contacted by the Citizen,

BRUNO SCHLUMBERGER, THE OTTAWA CITIZEN trustees had mixed feelings about the details of the plan, but were generally encouraged by its spirit.

"I've been encouraging my colleagues to look outside the box on managing our capital funding challenges for some time, and this is a step in the right direction," said Mark Fisher, another south-side trustee.

Still, Fisher said he would go a step further and suggested that the motion needs to lead to the creation of a multi-year asset management plan before decisions are made about what OCDSB assets should be built, sold or redeveloped.

Katie Holtzhauer, who chairs the business services committee — which will deal with the motion at its April 30 meeting — said she was "encouraged" by Blackburn and Shea's plan.

"I think it's very positive that two trustees have come together to try to find a workable solution to a problem that has been stumping us as a board," she said.

Pam Fitzgerald, who spoke passionately in favour of rebuilding Broadview at a board meeting last week, said attempts to sell the downtown building are not new. "This is a bit of wishful thinking," she said.

The question, according to her, has always been whether there is a buyer prepared to pay for the land. "I would love to make something like this happen, but I just don't know if it's feasible."

Fitzgerald added that she appreciates Blackburn and Shea's efforts to create a pot of money specifically designed to fix up aging schools inside the Greenbelt.

Kanata trustee Cathy Curry called the motion an "interesting idea," but said she'd like to think about it more and wait for the actual motion to come forward to the committee before commenting further.

Neither Jennifer Mckenzie, whose Kitchissippi zone includes Broadview, nor the leaders of the Build Broadview campaign were ready to comment on the motion Tuesday.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

Article rank | 18 Apr 2012 | Ottawa Citizen | MATTHEW PEARSON [mpearson@ottawacitizen.com](mailto:mpearson@ottawacitizen.com)  
[twitter.com/mpearson78](https://twitter.com/mpearson78)

# Rockcliffe Park school council gets extension on debt

## OCSDB asked to cover \$35,000 owed to daycare operators

The Rockcliffe Park Public School Council has been given an extra week to pay the \$35,000 it owes the daycare that operates an afterschool homework club at the school.

The school council announced last week that a police investigation was underway after “financial irregularities” were found in its accounts. The missing \$70,000 affects three programs, including the homework club run by Bettye Hyde Cooperative Nursery School. The program is set to close because the daycare that runs it has not been paid since December.

According to an update posted Tuesday on the school council’s website, the council will ask the Ottawa-carleton District School Board to assume the full responsibility for the payments owed to third parties. Trustees are to discuss the request at a board meeting next week.

Rockcliffe school council representatives have also met with Bettye Hyde’s board of directors, who have agreed to give the embattled school council a one-week extension. Payment in full must now be made by April 27.

“We want to reiterate our commitment to both the repayment of debts owing and to the continuity of service,” the school council said.

Rockcliffe’s school council may be prohibited from borrowing money to repay the debt and is likely unable to use revenue from the school’s popular book sale, the update said.

Many parents of students at the elite public school were alarmed to learn earlier this month that Mark Macdonald, the school council’s former treasurer, had sole signing authority over the council’s accounts and cashed cheques even after the council’s chair had contacted police with concerns about financial discrepancies.

After contacted police in early March, school council chair Elise Zarkadas was told the evidence was insufficient to file a formal police report. She contacted police again later in the month and filed a report. By March 30, an audit was launched, the council’s bank accounts were frozen and a police investigation was underway.

The council has since removed Macdonald from his position and opened a new account that requires two signatures on cheques and the finances of which will be reviewed at monthly meetings.

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

*Article rank* | *18 Apr 2012* | *Ottawa Citizen*

# Theatre school staging Peter Pan for children

Students from the Orléans Young Players Theatre School will star in a production of Peter Pan April 27 and April 28. The play involves 38 children and 10 adults, with musical accompaniment by Russell Levia. CBC Radio host Alan Neal plays J.M. Barrie and acts as narrator, and actor/lawyer Ian Stauffer is Captain Hook. The show is about 90 minutes, including intermission, and is suitable for children age four and up. It's at The Shenkman Arts Centre's Richcraft Theatre Friday, April 27, at 7:30 p.m. and Saturday, April 28, at 2:30 p.m. and 7:30 p.m. Adults are \$10 and children \$5. Additional donations to the theatre school appreciated, as the production is fundraiser. For information: [www.oypts.ca](http://www.oypts.ca). Reservations: 613580-2764.

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

Wednesday  
April 18  
2012

VHDFK  
DXRV  
KRP HV  
FQDVIIHG  
FDUHHUV  
REIWDULHV



- Ottawa & Region
- Ontario
- Canada
- World
- Weird
- Your News
- Archives

QHZ V FDQDGD

**THE OTTAWA WEDDING SHOW** | **APRIL 21 and 22 • Sat & Sun • 11am to 5pm**  
 CE Centre 4899 Uplands Dr • **ADMISSION FREE** • [www.OttawaWeddingShow.com](http://www.OttawaWeddingShow.com)

EF1wdfkhuyrwhrgh(wdfxulxou  
z.lwgozdb

QMI AGENCY

FIRST POSTED: WEDNESDAY, APRIL 18, 2012 05:17 AM EDT | UPDATED: WEDNESDAY, APRIL 18, 2012 05:24 AM EDT



British Columbia Teachers Federation (BCTF) President Susan Lambert visits teacher on strike at Sir Guy Carleton Elementary School in Vancouver, British Columbia, Monday March 5, 2012. (QMI Agency/Carmine Marinelli)

KRP H

QZV V

Report an error

VANCOUVER - B.C. Teachers' Federation members began voting Tuesday on whether to stage a province-wide withdrawal of extracurricular activities to protest Bill 22.

BCTF president Susan Lambert previously said other items being voted on would include whether or not another full-scale walkout should be a future option.

The vote was announced last month after the federation's 41,000 teachers spent four days discussing their options after provincial legislation forced them back to work.

Most recently, the BCTF had called for the replacement of mediator Dr. Charles Jago, noting his inadequate mediation experience and his conflict of interest after having reviewed Bill 22 before it was passed. The vote is scheduled to wrap Wednesday.

UHDGHU\*V FRP P HQWV ^

By adding a comment on the site, you accept our terms and conditions and our netiquette rules.

P RUH  
VSRQVRUHG OIQNV

**CORBEIL**  
**CORBEIL APPLIANCES**  
 Get the equivalent of the HST and no interest before 2015  
 Great deals at Corbeil!

[Autonet.ca](#)  
**Looking for a used car?**  
 Autonet.ca has thousands of vehicles to choose from.  
 Save \$\$\$ on a vehicle

**HANDA TRAVEL**  
 The best HOT deals in town with Ottawa's best price guarantee  
 Get up and go for less



WRSWRUHLV